

LE DEVOIR

## LE MONDE

Hypothétique plan d'expulsion  
des fermiers blancsLe Zimbabwe ne  
commente pas

AGENCE FRANCE-PRESSE

Harare — Le gouvernement zimbabwéen a refusé hier de commenter un article de l'hebdomadaire britannique *Sunday Telegraph* dans lequel le président zimbabwéen Robert Mugabe était accusé de vouloir expulser tous les fermiers blancs du pays avant les élections de l'année prochaine.

Le ministre de l'Information Jonathan Moyo a déclaré qu'il préférerait ne pas commenter une telle «idiotie» parce que le faire donnerait à ces allégations «un semblant de rationalité».

«C'est la même chose que l'histoire du fantôme», a déclaré M. Moyo en faisant référence à l'article d'un autre journal britannique, le *Sunday Times*, qui avait rapporté que le président Mugabe était hanté par le fantôme de Josiah Tongogara, le commandant militaire zimbabwéen de la guerre d'indépendance.

Dans son édition de hier, le journal affirme qu'un ordre secret

du parti de M. Mugabe, la ZANU-PF, aux vétérans pro-gouvernementaux décrit les objectifs politiques de cette campagne contre les fermiers blancs.

L'opération, intitulée «Renonce et quitte», aurait été «planifiée dans le but de harceler systématiquement et torturer mentalement les fermiers blancs et déstabiliser leurs fermes jusqu'à ce qu'ils renoncent et abandonnent», a affirmé le *Sunday Telegraph*, citant le document secret.

Le journal ajoute que le document a été mis en circulation en juillet, juste avant une série de violations de propriété au cours desquelles de nombreux fermiers ont été chassés de leurs fermes.

Le gouvernement zimbabwéen a mis en place depuis juillet 2000 une réforme agraire accélérée et controversée, qui prévoit la redistribution à des centaines de milliers de familles noires de la quasi-totalité des terres appartenant aux Blancs, qui détiennent 11 millions d'hectares, soit 70 % des meilleures terres du pays.

Renflouage du Koursk

Les délais  
se multiplient

ASSOCIATED PRESS

Moscou — De forts vents et un épais brouillard sur la mer de Barents ont contraint hier les plongeurs chargés de préparer le renflouage du sous-marin nucléaire russe *Koursk* à suspendre leurs travaux, ont rapporté les agences de presse ITAR-Tass et Interfax.

Cette troisième suspension des opérations en une semaine fait plus que jamais craindre que l'épave du sous-marin ne puisse pas être hissée à la surface le 15 septembre, comme prévu. Les autorités russes ont répété ces derniers jours que le renflouage n'avait pas été reporté mais il reste encore beaucoup de travail préparatoire.

Avant d'être forcés de s'interrompre, hier, les plongeurs ont percé deux nouveaux trous sur la coque extérieure du *Koursk*. Une fois que les quatre derniers trous auront été pratiqués, des câbles d'acier y seront fixés pour permettre de renflouer l'épave, grâce à un système de levage hydraulique.

Dix jours supplémentaires seront ensuite nécessaires pour installer les câbles permettant de renflouer le *Koursk*, dix à

doze heures de travail étant prévues pour ramener le submersible à terre.

Les plongeurs doivent aussi découper l'avant du sous-marin, lieu d'une double déflagration afin de le séparer du reste du bâtiment. Cette partie sera laissée au fond de l'eau, les autorités russes estimant qu'elle peut contenir des torpilles non explosées.

L'équipement nécessaire à cette opération doit arriver sur une barge norvégienne, dont le départ a été ajourné hier en raison des mauvaises conditions météorologiques, a précisé Interfax.

Le service de presse de la marine russe, cité par ITAR-Tass et Interfax, a indiqué que le temps devait s'améliorer hier soir ou aujourd'hui, de sorte que le travail sous-marin pourrait reprendre prochainement.

Le sous-marin russe a explosé avant de couler le 12 août 2000 avec ses 118 membres d'équipage lors d'un exercice militaire. Le *Koursk*, qui repose par 108 mètres de fond en mer de Barents, a deux réacteurs nucléaires et compte probablement quelques torpilles intactes.

EN BREF

Autocar  
pour la mort

Lisbonne (Reuters) — Une cinquantaine de passagers d'un autocar ont péri vendredi en Angola dans une embuscade sur une route près de Malange, à l'est de Luanda, a rapporté hier l'agence de presse portugaise Lusa. Selon un des rescapés, les agresseurs ont incendié le véhicule puis mitraillé les passagers qui prenaient la fuite. Une dizaine de personnes ont également été blessées, a ajouté Lusa. L'attaque s'est produite à une trentaine de kilomètres de Malange, capitale de la province du même nom, dans le nord du pays. Les attaques contre des véhicules civils sont fréquentes le long de cette route reliant Malange à Cacusso. L'Angola, ancienne colonie portugaise, est en guerre depuis 1975.

Attaques  
punitives

Belfast (AFP) — Quatre personnes ont été blessées au cours de deux attaques distinctes en Irlande du Nord portant la marque des opérations punitives des paramilitaires, a rapporté hier la police. Trois hommes ont été blessés par balles aux jambes dans un quartier loyaliste protestant de la ville balnéaire de Bangor. Les trois hommes, découverts dans la nuit de samedi à dimanche gisant sur le pavé de la rue, ont été hospitalisés à Belfast. Un quatrième homme a reçu des balles dans les chevilles et un poignet dans le nord de Belfast, a également indiqué la police. Les paramilitaires, tant républicains catholiques que loyalistes protestants, procèdent régulièrement à des actions de

représailles ou de vengeance dans leur propre communauté, pour punir les membres qu'ils qualifient de «déviants».

La junte birmane  
libère deux  
opposants

Rangoun, (AFP) — Les généraux au pouvoir en Birmanie ont fait un geste significatif en levant les restrictions de mouvement qui pesaient depuis près d'un an contre deux dirigeants de l'opposition démocratique juste avant l'arrivée du représentant spécial du secrétaire général de l'ONU, M. Razali Ismail. Ces restrictions, qui équivalaient à une assignation à résidence quoique la junte s'en défende, ont été levées hier soir contre deux lieutenants de Aung San Suu Kyi, figure de proue de l'opposition : Aung Shwe et Tin Oo, président et vice-président de la Ligue nationale pour la Démocratie (LND), a-t-on appris lundi de source officielle. Aung San Suu Kyi, qui s'était vu imposer les mêmes contraintes en septembre dernier, reste, elle, de facto assignée dans sa résidence de l'avenue de l'Université. Depuis des mois, les chancelleries et les organisations des droits de l'homme réclament à la Birmanie la levée de l'assignation contre les trois dirigeants de la Ligue ainsi que des libérations de masse d'opposants. Ces derniers mois, Rangoun a procédé à des libérations, mais au compte-gouttes. Ces élargissements n'ont concerné qu'à peine un tiers des personnes qui figuraient sur une liste de 200 détenus soumise à la junte par l'émissaire de l'ONU, lors de sa dernière visite, en juin.

AGENCE FRANCE-PRESSE  
ASSOCIATED PRESS

Skopje — L'OTAN lance ce matin en Macédoine son opération «Moisson essentielle», pour récupérer 3300 armes qui seront remises volontairement aux soldats par la guérilla albanaise, passant outre la colère des dirigeants du pays, en désaccord sur le nombre d'armes à collecter.

Le chiffre de 3300 «n'est pas sérieux», cela ne va faire qu'encourager les rebelles «à garder leurs armes et continuer la guerre», a lancé le porte-parole du gouvernement siôt confirmé officiellement le lancement de l'opération.

«Le chemin ne sera pas facile mais l'alternative est claire, c'est la guerre», a affirmé le général danois Gunnar Lange, qui commande la mission alliée, justifiant le processus en cours comme un ultime recours contre la violence qui mine le pays depuis janvier. Il a appelé «le peuple de Macédoine» à «décider pour lui-même, avec les dirigeants de ce pays, si le prochain pas doit être fait en avant ou en arrière».

4500 à 5000 soldats de l'Alliance doivent participer à l'opération, prévue pour un mois, réclamée en juin par le chef de l'État, Boris Trajkovski, dans le cadre de son plan de paix destiné à mettre fin au conflit né de l'apparition en début d'année en Macédoine de l'Armée de libération nationale (UCK).

Malgré cette phase de pacification, les mois à venir suscitent bien des inquiétudes, parmi les Occidentaux aussi bien que dans l'opinion, où les combats des derniers mois ont creusé le fossé entre Macédoniens, majoritaires, et Albanais. Et tous reconnaissent que les rebelles pourront facilement ca-

## L'adieu aux armes

Malgré la controverse quant au nombre d'armes à récupérer auprès de la guérilla albanaise, l'OTAN va de l'avant avec l'opération «Moisson essentielle»



REUTERS

Le général Gunnar Lange.

cher des armes ou se réarmer si les progrès sur le terrain politique restent selon eux insuffisants.

«Nous aurons moins d'armes mais une cassure entre communautés. Tout dépendra maintenant de l'attitude des Macédoniens, de leur volonté ou non d'ouverture», estimait un diplomate occidental.

Les rebelles, qui affirment défendre les droits de la minorité albanaise de la petite république yougoslave — un quart à un tiers des deux millions d'habitants —, sont aujourd'hui seuls maîtres dans plusieurs régions du nord et du nord-ouest du pays bordant la province yougoslave à majorité albanaise du Kosovo.

Leurs chefs ont accepté de désarmer, après la signature le 13 août d'un accord entre les principaux partis politiques du pays, albanais et macédoniens, destiné à donner plus de droits aux Albanais de Macédoine, portant en particulier sur le statut de leur langue et leur présence dans la police.

À partir de ce matin, les combattants albanais sont donc invités à aller déposer leurs armes dans quinze centres de collecte qui ouvriront leurs portes près des zones de combats des derniers mois.

Selon le plan prévu, des militaires français et britanniques se rendront aujourd'hui en hélicoptère en un lieu non encore précisé où, pendant une journée, ils ramasseront les armes que l'UCK voudra bien leur remettre. La zone sera sécurisée par deux cordons de troupes de l'Alliance, a précisé le colonel Edwards. Toutes les munitions dangereuses seront détruites sur place, tandis que le reste des armes sera acheminé dans un dépôt à Krivolak, à 70 kilomètres au sud-est de la capitale, Skopje.

Ce processus sera répété dans d'autres zones pendant toute la durée de l'opération «Moisson essentielle» qui doit s'étaler sur un mois. Chaque site de collecte ne sera en place que pendant une journée.

Mais la quantité d'armes à collecter, qui a fait l'objet d'un accord entre OTAN et UCK, a suscité un accroc de taille dans le dialogue entre l'Alliance et les Macédoniens, les responsables gouvernementaux ayant avancé des évaluations allant de 60 000 à 100 000 armes aux mains de ceux qu'ils qualifient de «terroristes».

«Nous attendions une attitude plus sérieuse de la part de l'OTAN», déclarait hier soir le porte-parole gouvernemental, Antonio Milososki, tandis que le premier ministre Ljubco Georgievski a qualifié de «risible» le chiffre de 3300 armes.

Après deux jours de discussions, l'OTAN a finalement passé outre le désaccord des dirigeants

macédoniens, un diplomate expliquant qu'il est «techniquement possible» de lancer cet accord sans l'aval de Skopje.

«Mais vous pouvez légitimement vous interroger sur l'impact que cela aura sur le processus législatif», reconnaissait ce diplomate. L'OTAN doit avoir rempli un tiers de sa mission au 31 août, date imposée par le Parlement pour commencer l'examen des textes devant aboutir aux réformes politiques prévues par l'accord du 13 août.

Et en attendant une hypothétique détente, un engin de forte puissance a explosé hier soir à Skopje, dans un quartier du nord de la capitale macédonienne, sans faire de victime, a-t-on appris de source policière. L'engin explosif était placé dans un conteneur à ordures, à l'écart des habitations, dans un secteur à population mixte, albanaise et macédonienne, situé à quelques centaines de mètres de l'ambassade d'Albanie, a-t-on précisé de même source.

La veille, une très forte explosion avait détruit un hôtel appartenant à un Slave situé à Celopek, à 8 km au sud de la deuxième ville du pays, Tetovo, tuant deux employés. Cette localité est le village natal du ministre macédonien de l'Intérieur, Ljube Boskoski, l'un des plus ardens opposants au plan de paix.

Des explosifs étaient attachés aux corps des deux victimes, a rapporté la télévision publique, citant des sources policières ayant demandé l'anonymat.

Des tirs ont aussi été signalés dans la région de Kumanovo, au nord-est de Skopje. La police macédonienne a accusé les rebelles d'avoir provoqué les forces de sécurité, qui ont «ripesté de manière adéquate».

Proche-Orient

## Raids massifs d'Israël

AGENCE FRANCE-PRESSE

Gaza — Un Palestinien et un Israélien ont été tués hier, peu après des raids terrestres et aériens massifs contre les territoires palestiniens en riposte à deux attaques qui ont tué six Israéliens.

Hier soir, deux hélicoptères Apache israéliens ont détruit sans faire de blessé un bâtiment abritant un poste de la police palestinienne à Tulkarem, dans le nord de la Cisjordanie.

Ce raid a été lancé en riposte à l'attaque palestinienne à l'arme automatique qui avait auparavant tué un Israélien sur une route longeant la Cisjordanie, à proximité du village autonome palestinien de Zeita, a indiqué l'armée.

Quelques heures auparavant, un Palestinien de 14 ans avait été tué par un obus de char israélien à Beit Hanoun, dans le nord de la bande de Gaza.

Par ailleurs, un soldat israélien grièvement atteint par balles samedi sur un axe routier reliant Jérusalem à Tel-Aviv, lors d'une attaque à l'arme automatique de Palestiniens, a succombé à ses blessures.

L'opération a été revendiquée par le groupe palestinien armé des Brigades des martyrs d'Al-Aqsa, relevant du Fatah du président Yasser Arafat.

Ces décès portent à 745 le nombre de tués depuis le début de l'intifada, fin septembre, dont 570 Palestiniens et 153 Israéliens.

Dans la nuit, Israël avait lancé des raids massifs, notamment aux avions de combat F-16, contre des

quartiers généraux de la police palestinienne dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, en riposte à une attaque contre une position de l'armée dans le sud de ce territoire, qui a tué trois militaires et blessé sept autres.

Les deux membres du commando ont également péri dans cet assaut à Rafah (sud de la bande de Gaza), d'une audace sans précédent, revendiqué par le Front démocratique de libération de la Palestine (FDLP, opposition de gauche).

Lors des combats provoqués par l'incursion israélienne à Rafah, un Palestinien a été tué et cinq autres blessés. Ces opérations ont fait 11 blessés et des dégâts considérables en Cisjordanie.

Un haut responsable israélien a rejeté sur les Palestiniens la responsabilité de cet nouvel engrenage, alors que la presse israélienne s'interrogeait sur la capacité de l'armée de mettre fin à la «guérilla» et au «terrorisme».

M. Arafat, de retour d'une tournée asiatique, s'est immédiatement rendu à Rafah, sur les lieux de l'opération israélienne et a dénoncé «l'agression sauvage».

Le ministre palestinien responsable du dossier de Jérusalem, Ziad Abou Ziad, a appelé le gouvernement israélien à rétablir le dialogue pour examiner les moyens de freiner «la dangereuse et continue détérioration» de la situation.

«Les deux parties doivent procéder à des mesures mutuelles visant à faire baisser graduellement la tension», a-t-il affirmé, soulignant que l'exi-



REUTERS

Un policier palestinien observe les dommages infligés à un poste de police de Rafah par l'armée israélienne.

gence israélienne de lier la reprise des négociations à l'arrêt total des violences «n'était pas réalisable».

Selon lui, le projet de rencontre

entre le président Arafat et le ministre israélien des Affaires étrangères Shimon Peres est toujours d'actualité.

## Les Arabes mettent directement en cause les États-Unis

AGENCE FRANCE-PRESSE

Le Caire — Les Arabes ont mis directement en cause hier la responsabilité de Washington dans le conflit au Proche-Orient, réagissant aux propos du président américain George W. Bush qui a accusé le président palestinien Yasser Arafat de ne pas faire assez pour réduire la violence.

Jusqu'à présent en butte aux reproches, notamment de l'Égypte, selon lesquels ils ne s'impliqueraient pas dans la crise, comme sous la précédente administration, les États-Unis sont maintenant tenus pour directement responsables de son aggravation.

«Nous avons l'habitude de dire

qu'il y a un vide politique [américain], mais il est clair maintenant qu'il y a une politique négative à l'égard du peuple palestinien, qui les rend responsables de tout et place Israël au-dessus des lois», a déclaré à Ramallah (Cisjordanie) la porte-parole de la Ligue arabe et députée palestinienne Hanane Achraoui.

Elle a ajouté que M. Bush «se comportait comme un porte-parole» du premier ministre israélien Ariel Sharon, qui pose comme condition à la reprise des négociations un arrêt total des violences.

«Si Arafat est intéressé par un dialogue, je l'incite fermement à faire en sorte que les terroristes palestiniens arrêtent leurs attaques suicides, les incursions et leurs menaces», avait dé-

claré vendredi M. Bush. «Je pense que M. Arafat peut mieux faire», avait-il ajouté, se contentant d'appeler M. Sharon «à faire preuve de retenue sur tous les fronts».

«Bush justifie ce que font les Israéliens, il encourage les Israéliens et ne donne aucun signe d'espoir», a pour sa part déclaré le ministre palestinien chargé du dossier de Jérusalem Ziad Abou Ziad.

Washington s'était déjà attiré la colère des Palestiniens la semaine dernière en mettant en échec leurs tentatives de faire examiner par le Conseil de sécurité de l'ONU une résolution sur l'envoi d'observateurs internationaux dans les territoires.

Autre sujet de désaccord, M.

Bush a indiqué vendredi que son pays boycotterait la conférence de l'ONU sur le racisme, prévue à Durban (Afrique du Sud) du 31 août au 7 septembre, si les Arabes persistaient à vouloir y faire condamner le «racisme israélien» à l'égard des Palestiniens.

Réagissant lui aussi aux propos de M. Bush, le ministre jordanien de l'Information Saleh Kallab, y a vu un «encouragement à poursuivre l'escalade» israélienne contre les Palestiniens.

La position américaine «doit être plus équilibrée», a-t-il dit, appelant les États-Unis «à mettre un terme à tout ce qui encourage les Israéliens à poursuivre sur cette voie dangereuse».